

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 15 mai 1981 et cessera d'être en vigueur le 1er décembre 1981.

Art. 3. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 6 août 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. DHOORE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 81 — 1643

Arrêté royal réglant l'armement de la police communale et de la police rurale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 8 de la loi du 29 juin 1976, modifiant notamment certaines dispositions de la loi communale et du Code rural, a inséré dans la loi communale un article 129ter nouveau, qui dispose que « le Roi règle l'uniforme et les insignes, ainsi que les normes de l'équipement et de l'armement de la police communale et de la police rurale ».

L'article 9, § 2, de la loi précitée du 29 juin 1976 a remplacé par de nouvelles dispositions les articles 57, 58 et 59 du Code rural. L'article 59 ancien du Code rural réglait l'armement de la police rurale.

Aux termes de l'article 58 nouveau du Code rural « le conseil provincial détermine, conformément aux règlements généraux, l'équipement, l'habillement et l'armement des chefs de brigade, des gardes champêtres en chef et des gardes champêtres ».

L'uniforme et les insignes de la police communale et de la police rurale ont été réglés par arrêté royal du 29 novembre 1978. Les modalités et les différents aspects relatifs à la détermination des normes d'équipement font actuellement l'objet d'un examen approfondi.

L'arrêté ci-joint répond au besoin impérieux de fixer des normes générales et uniformes en matière d'armement de la police communale et de la police rurale.

* * *

Jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi précitée du 29 juin 1976, l'armement de la police rurale était déterminé, comme dit ci-dessus, par les dispositions de l'article 59 ancien du Code rural, tandis que celui de la police communale n'a fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucune prescription légale.

Par circulaire du 1er décembre 1969, adressée à MM. les gouverneurs de province, le Ministre de l'Intérieur a néanmoins, sur avis d'un groupe de travail constitué à l'époque par les Ministres de la Justice et de l'Intérieur, donné des directives générales en vue de l'unification de l'armement de toutes les forces de police qui exercent des missions de police judiciaire.

Ladite circulaire prescrivait un armement différent en fonction de la nature des missions à exécuter par les forces de police. Les instructions données étaient les suivantes :

1. armement en vue de l'exécution de missions générales de caractère individuel :

— le pistolet F.N. 7,65 mm à canon long, type 1910/22;

2. armement pour l'exécution de missions générales « anti-banditisme » :

— la mitrailleuse F.N./U.Z.I., cal. 9 mm, à condition de ne plus pouvoir tirer par rafales (coup par coup);

3. armement pour l'exécution de certaines missions exceptionnelles :

— le revolver « Smith & Wesson » 38.

* * *

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 mei 1981 en houdt op van kracht te zijn op 1 december 1981.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 6 augustus 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg,

L. DHOORE

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 81 — 1543

Koninklijk besluit tot regeling van de bewapening van de gemeentepolitie en de veldpolitie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Bij artikel 8 van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van onder meer sommige bepalingen van de gemeentewet en van het Veldwetboek, is in de gemeentewet een nieuw artikel 129ter ingevoegd waarin is bepaald dat « de Koning het uniform en de kentekens, alsmede de uitrustings- en bewapeningsnormen van de gemeentepolitie en de veldpolitie regelt ».

Bij artikel 9, § 2, van de even genoemde wet van 29 juni 1976 werden de artikelen 57, 58 en 59 van het Veldwetboek door nieuwe bepalingen vervangen. Het oude artikel 59 van het Veldwetboek regelde de bewapening van de veldpolitie.

Luidens het nieuw artikel 58 van het Veldwetboek « bepaalt de provincieraad overeenkomstig de algemene verordeningen de uitrusting, de kleding en de bewapening van de brigadechefs, hoofd-veldwachters en veldwachters ».

Het uniform en de kentekens van de gemeentepolitie en de veldpolitie werden reeds geregeld bij het koninklijk besluit van 29 november 1978. De modaliteiten en de diverse aspecten inzake de regeling van de uitrustingsnormen maken thans het voorwerp uit van een uitgebreid onderzoek.

Dit besluit komt tegemoet aan de dwingende noodzaak om de algemene en eenvormige normen vast te leggen inzake de bewapening van de gemeentepolitie en de veldpolitie.

* * *

Tot op de datum van het van kracht worden van de meerge-noemde wet van 29 juni 1976, was de bewapening van de veldpolitie, zoals hiervoren gezegd, geregeld door de bepalingen van het oud artikel 59 van het Veldwetboek. Deze van de gemeentepolitie was totnogtoe niet wettelijk geregeld.

Wel heeft de Minister van Binnenlandse Zaken op advies van een destijds door de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken opgerichte werkgroep, door middel van een circulaire d.d. 1 december 1969, aan de heren Provinciegouverneurs algemene richtlijnen verstrekt met het oog op de eenmaking van de bewapening van alle politiediensten die opdrachten van gerechtelijke politie uitvoeren.

In die circulaire werd een verschillende bewapening voorgeschreven naar gelang van de aard van de door de politiediensten uit te voeren opdrachten. De gegeven richtlijnen waren de volgende:

1. bewapening voor de uitvoering van de algemene opdrachten van individuele aard :

— het pistool F.N. 7,65 mm met lange loop, type 1910/22;

2. bewapening voor de uitvoering van algemene opdrachten tegen het banditisme :

— het machiegeweer F.N./U.Z.I., kal. 9 mm, op voorwaarde dat het niet meer vol-automatisch kan vuren (schot per schot);

3. bewapening voor de uitvoering van sommige uitzonderlijke opdrachten :

— de revolver « Smith & Wesson » 38.

* * *

L'arrêté ci-joint a été établi en tenant compte de l'avis d'un groupe de travail constitué à cet effet et comprenant des fonctionnaires de mon département et des officiers et représentants experts de la police communale et de la police rurale.

L'avis unanime de ce groupe de travail se résume comme suit :

— en ce qui concerne la distinction à faire entre les diverses missions à exécuter par les forces de police, la répartition faite dans la circulaire précitée du 1er décembre 1969 peut être retenue grosso modo, à savoir :

- a) les missions générales de caractère individuel;
- b) les missions générales (collectives) anti-banditisme (p. ex. police secours);
- c) les missions exceptionnelles.

— toutefois, l'armement, recommandé dans ladite circulaire en fonction de la nature des missions, doit être considéré comme dépassé, au regard des constatations suivantes :

a) le pistolet F.N./7,65 mm à canon long, type 1910/22 aura disparu sous peu du commerce des armes et ne peut dès lors plus être prescrit comme arme de service individuelle de base;

b) de plus en plus fréquemment, le policier se retrouve, dans la lutte contre le banditisme, dans une position d'infériorité vis-à-vis des adversaires qui disposent généralement d'armes à feu portatives lourdes, voire de carabines, mitrailleurs ou fusils techniquement raffinés, à grande puissance de tir;

c) lors de l'exécution de missions exceptionnelles, telles que par ex. de résistance armée et retranchée, de prises d'otages ou d'occupations de banques ou autres organismes, des unités de police spécialisées (surtout dans les grandes villes et communes) devront pouvoir disposer également d'un armement spécial, notamment dans le cas de tireurs d'élite.

— l'armement déterminé par cet arrêté ne peut se limiter aux armes à feu. La simple matraque de service et l'équipement individuel de la police en aérosols à gaz lacrymogène inoffensifs pour la personne ainsi que l'emploi de grenades lacrymogènes, doivent figurer tout autant à l'arrêté.

Le groupe de travail a motivé son avis comme suit :

A. Armes de frappe (art. 1, a) 1° et 2° de l'arrêté :

La matraque fait déjà partie de l'équipement individuel ordinaire de la police communale et de la police rurale. Elle était déjà prescrite comme armement de la police rurale par l'article 59 ancien du Code rural et elle constitue une « arme » au sens de l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933. Le choix des dimensions est libre; celles-ci vont de 30 à 45 cm de longueur. En effet, la matraque, longue de 45 cm, a d'ores et déjà été adoptée par plusieurs grands corps de police, comme arme de défense lors de l'exécution de missions tant individuelles que collectives. Dans le cadre des missions collectives de maintien de l'ordre public, elle permet de former un cordon de police étroitement serré.

Pour les missions précitées d'une certaine ampleur (par ex. dispersion d'une manifestation interdite) et compte tenu des nécessités tactiques, il est nécessaire de doter les policiers d'une matraque de grande dimension (longueur de 100 cm maximum).

L'emploi d'armes prohibées telles que les « nunchakus » (armes de frappe) et la maîtrise de techniques de combat dangereuses par des bandes de jeunes justifient en outre le recours à la matraque de 100 cm maximum, en vue d'une défense individuelle efficace.

B. Armes à feu (article 1er, b) :

1° Revolvers et/ou pistolets :

Ces armes sont prescrites comme armement individuel de la police communale et rurale, en vue de l'exécution des missions ordinaires, quotidiennes.

A cet égard, les critères suivants ont été retenus :

— l'agression doit pouvoir être arrêtée en tirant un unique coup au but, tout en limitant les dangers pour des tiers;

— les calibres 7,65 et 9 mm court ne répondent pas au premier critère; ces munitions sont dangereuses, pour le motif qu'en règle générale, plusieurs coups doivent être tirés en vue d'arrêter l'agression, ce qui comporte le risque d'atteindre des témoins innocents, tout en augmentant le danger de mort pour la personne visée; ces munitions ne possèdent pas les propriétés balistiques requises; elles dégagent peu d'énergie et ne possèdent, dès lors, qu'une force d'arrêt limitée et une précision de tir réduite; elles

Bijgaand besluit werd opgesteld, rekening houdend met het advies van een daartoe opgerichte werkgroep, bestaande uit ambtenaren van mijn departement en deskundige officieren en vertegenwoordigers van de gemeentepolitie en veldpolitie.

Het eensluidend advies van die werkgroep is als volgt samengevat :

— inzake het onderscheid tussen de diverse door de politiediensten uit te voeren opdrachten kan de indeling, opgesomd in de reeds vermelde circulaire van 1 december 1969, grosso modo worden weerhouden, met name :

- a) de algemene opdrachten van individuele aard;
- b) de algemene (kollektieve) opdrachten tegen het banditisme (bv. politiealarm);
- c) de uitzonderlijke opdrachten.

— de in de verschenoemde circulaire, maar gelang van de aard van de opdrachten, aanbevolen bewapening moet echter als voorbijgestreefd worden beschouwd, en dit op grond van de volgende vaststellingen :

a) het pistool F.N./7,65 mm met lange loop, type 1910/22, zal binnenkort uit de wapenhandel verdwenen zijn, en kan dus uiteraard niet meer als individueel basis-dienstwapen worden voorgeschreven;

b) meer en meer komt het voor dat de politiemann zich in de strijd tegen het banditisme in een minderheidspositie bevindt tegenover de tegenstrevers, die meestal beschikken over zware vuistvuurwapens en zelfs over moderne, technisch verfijnde en vuurkrachtige karabijnen, machinegeweren of geweren;

c) bij de uitvoering van uitzonderlijke opdrachten, zoals bv. gewapend en verschanst verzet, gijzelingen, of bezettingen van banken of andere instellingen, zullen ook gespecialiseerde politie-eenheden (vooral in de grote steden en gemeenten) over een bijzondere bewapening moeten kunnen beschikken, o.m. ten behoeve van de scherpschutters.

— de door dit besluit geregelde bewapening mag niet beperkt zijn tot de vuurwapens. Ook de gewone gummiknuppel (dienstmatrak) en de individuele uitrusting van de politie met voor het individu ongevaarlijke spuitbussen met traangas, evenals het gebruik van traangasgranaten, moeten in het besluit worden opgenomen.

De werkgroep heeft haar advies als volgt gemotiveerd :

A. Slagwapens (art. 1, a) 1° en 2°, van het besluit :

De gummistok behoort reeds tot de gewone, individuele uitrusting van de gemeentepolitie en veldpolitie. Hij was reeds als bewapening voor de veldpolitie voorgeschreven in het vroeger art. 59 van het Veldwetboek, en is een « wapen » als bedoeld in artikel 3 van de wet van 3 januari 1933. Er wordt een vrije keuze gelaten tussen afmetingen die variëren van 30 tot 45 cm lengte. De 45 cm lange gummiknuppel is inderdaad reeds door diverse grote politiekorpsen in gebruik genomen als verdedigingswapen bij individuele zowel als bij kollektieve opdrachten. In het raam van de collectieve opdrachten tot handhaving van de openbare orde, maakt dit wapen het mogelijk een nauw aaneengesloten politiekordon te vormen.

Voor de vorenbedoelde opdrachten van een zekere omvang (vb. uiteendrijven van een verboden manifestatie) en rekening houdend met de tactische noodzaak, is het onontbeerlijk de politieagenten te voorzien van een gummiknuppel met grotere afmetingen (maximum 100 cm lang).

Het gebruik van verboden wapens zoals « nunchaku's » (slagwapens) en het beheersen van gevaarlijke gevechtstechnieken door jeugdbenden, verrechtvaardigen bovendien het gebruik van een gummiknuppel met een lengte van maximum 100 cm met het oog op een efficiënt individueel verweer.

B. Vuurwapens (artikel 1, b) :

1° Revolvers en/of pistolen :

Deze wapens worden voorgeschreven als de individuele bewapening van de gemeente- en veldpolitie voor de uitvoering van de gewone, dagelijkse opdrachten.

Daarbij werden de volgende uitgangspunten weerhouden :

— de agressie moet door middel van één treffer kunnen worden gestopt, met beperking van het gevaar voor derden;

— de kalibers 7,65 en 9 mm kort voldoen niet aan het eerste uitgangspunt; het is een gevaarlijke munitie, om de reden dat meestal meerdere schoten tot een stoppen van de agressie moeten worden afgevuurd, wat risico's inhoudt voor het treffen van onschuldige omstaanders en een groter levensgevaar voor de geviseerde; deze munitie bezitten niet de beoogde ballistische eigenschappen: zij geven weinig energie af, en hebben dus een beperkte stopkracht en een geringe trefzekerheid; bovendien

conservent, au surplus, un pouvoir de pénétration relativement élevé et une vitesse initiale considérable, comportant ainsi un danger réel d'atteindre de tierces personnes par ricochet;

— les criminels disposent généralement d'armes d'un calibre plus lourd;

— d'autres pays de la C.E.E., notamment la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, ont déjà modifié leurs armements de police en les adaptant à la lutte contre une criminalité sans cesse croissante;

— tout agent de police peut être surpris, dans l'exécution de sa mission quotidienne, par une agression et a donc besoin d'une arme efficace, simple, sans défauts de fonctionnement et sûre;

— le revolver et le pistolet automatique, calibres .38 et 9 × 19 mm répondent à ces critères;

— il ne serait pas réaliste de vouloir prescrire un seul type d'arme à feu portative pour tous les services de police; l'arme à feu portative de la police doit pouvoir être utilisée lors de toutes les différentes missions à exécuter, qu'elles soient de nature individuelle, collective ou exceptionnelle.

2° Pistolets-mitrailleurs, calibre 9 × 19 mm

De tels pistolets-mitrailleurs, adaptés de manière à ne pouvoir tirer par rafales, c.à.d. ne pouvant tirer que coup par coup, ont démontré leurs avantages depuis 1969, lors de l'exécution de bon nombre de missions générales de caractère collectif, à savoir: actions de police-secours, actions coordonnées de police dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité.

3° Carabines, calibre .12

Les carabines automatiques, cal. 12 à pompe (dénommées shot-guns) s'avèrent, depuis 1975 déjà, être des armes très efficaces à l'usage de la police communale dans l'exécution de missions de caractère collectif, tant générales que spéciales.

Ces armes sont mises en œuvre principalement dans un but préventif et elles répondent admirablement à cet objectif par leur aspect robuste et leur impact psychologique, provoqué par la mise en marche de la pompe. Il a été constaté, dans certains cas, que le criminel jetait son arme rien qu'en entendant le cliquetis provoqué par l'actionnement de la pompe.

C. Gaz lacrymogène :

Depuis quelques années, l'aérosol rempli de gaz lacrymogène a subi une évolution favorable en ce qui concerne les suites physiques pour l'adversaire atteint. Il entre actuellement dans l'équipement normal, notamment des polices allemande, suisse et française.

Bien que la prudence reste de règle dans son utilisation, les conséquences en sont, en tout état de cause, moins graves que celles de l'emploi d'armes à feu, ou même d'armes de frappe.

L'emploi de l'aérosol rempli de gaz lacrymogène ne s'indique que lorsque le recours à la violence physique ou à d'autres moyens s'avère inefficace ou inutilisable et qu'il n'est ni possible ni permis de faire usage d'autres armes.

Les grenades manuelles et à décharge, remplis de gaz lacrymogène, peuvent s'avérer utiles lors de l'exécution de missions spéciales ou exceptionnelles, dont: le dégagement d'un immeuble occupé par force ou la lutte contre toute autre résistance armée et retranchée ou, encore, en vue de la dispersion nécessaire d'une masse violente ou rebelle, constituant un danger pour les personnes et les biens. Ces grenades lacrymogènes doivent cependant être ininflammables et ne peuvent provoquer un incendie.

Dans les espaces clos, les gaz lacrymogènes ne peuvent être utilisés contre les personnes que comme arme de défense et dans des cas exceptionnels, lorsque ces personnes, armées ou non, opposent une résistance violente.

Il est et il restera de règle que tout emploi de gaz lacrymogènes par les forces de police doit faire l'objet d'un rapport motivé à soumettre au chef de corps.

D. La gaine de l'arme à feu portative (art. 2 de l'arrêté):

En raison de son efficacité, le type de gaine recommandé dans la circulaire ministérielle précitée du 1er décembre 1969 est intégralement maintenu.

E. Dérogations (art. 3 de l'arrêté):

La nomenclature des armes à feu, figurant à l'article 1er, b), ne peut être limitative. Moyennant une autorisation accordée par le Ministre de l'Intérieur, les autorités communales doivent pouvoir obtenir une dérogation en vue de l'équipement de leurs services de police en armes spécifiques pour la lutte contre la grande criminalité, notamment: prises d'otages, terrorisme, résistance armée et retranchée. La demande de dérogation doit être dûment motivée.

behouden zij een relatief hoog penetratievermogen en een hoge aanvangssnelheid, waardoor het treffen van derden door weerkaatsingschoten een reëel gevaar blijft;

— de misdadigers zijn meestal uitgerust met wapens van een zwaardere kaliber;

— andere E.E.G.-landen, w.o. Frankrijk, Duitsland en Nederland, hebben hun politiebewapening reeds gewijzigd en aangepast aan de bestrijding van de steeds toenemende criminaliteit;

— elke politiemann kan tijdens zijn gewone dagelijkse opdracht verrast worden door een agressie en heeft dus een efficiënt, ongecompliceerd, storingsvrij en veilig wapen nodig;

— de revolver en het automatisch pistool, kalibers .38 en 9 × 19 mm voldoen aan deze uitgangspunten;

— het is irrealistisch één enkel type van vuistvuurwapen voor te schrijven voor alle politiediensten; het vuistvuurwapen van de politie moet dienstig kunnen zijn bij al de diverse uit te voeren opdrachten van individuele, kollektieve of uitzonderlijke aard.

2° Machinepistolen, kaliber 9 × 19 mm :

Dergelijke machinepistolen, die ontdaan zijn van de mogelijkheid tot automatisch vuur, d.w.z. dat nog slechts schot per schot kan worden gevuld, hebben sinds 1969 hun voordelen bewezen bij de uitvoering van tal van algemene opdrachten van kollektieve aard, met name: acties bij politiealarm, gekoördineerde politieacties bij de bestrijding van de zware criminaliteit.

3° Karabijnen, kaliber .12 :

De niet-automatische karabijnen, kal. 12, met pompactie (zijnde de zogenaamde shot-guns), blijken sedert 1975 zeer geschikte wapens te zijn voor de gemeentepolitie bij de uitvoering van zowel algemene als bijzondere opdrachten van kollektieve aard.

Deze wapens worden vooral uit preventief oogpunt ingezet, en komen volledig daaraan tegemoet door hun robuust uitzicht en hun psychologisch effect, dat veroorzaakt wordt door het in werking stellen van de pomp. In bepaalde gevallen werd vastgesteld dat de misdadiger reeds bij het klinkgeluid, veroorzaakt door het in werking stellen van de pomp, het eigen wapen liet vallen.

C. Traangas :

De met traangas gevulde spuitbus heeft de laatste jaren een gunstige evolutie doorgemaakt met betrekking tot de fysische gevolgen voor de eventueel getroffen tegenstander. Zij behoort thans tot de normale uitrusting van o.m. de Duitse, de Zwitserse en de Franse politie.

Alhoewel voorzichtigheid bij de aanwending geboden blijft, zijn de gevolgen ervan in ieder geval minder ernstig dan deze van het gebruik van vuurwapens en zelfs van slagwapens.

Het gebruik van de met traangas gevulde spuitbus is aangewezen wanneer de inzet van lichamelijk geweld of de hulpmiddelen geen gevolgen heeft of onbruikbaar is, en ook wanneer andere wapens niet kunnen of mogen worden gebruikt.

De met traangas gevulde werp- en afvuurgranaten kunnen nuttig zijn bij de uitvoering van bijzondere en uitzonderlijke opdrachten, waaronder: de ontzetting van een met geweld bezet gebouw of van enig ander gewapend, verschanst verzet, of voor het noodzakelijk uiteendrijven van een gewelddadige of oproerige menigte, die een gevaar vormt voor personen en goederen. Deze traangasgranaten moeten echter onontvlambaar zijn en mogen geen brand kunnen veroorzaken.

In gesloten ruimten mag traangas slechts als verdedigingswapen en in uitzonderlijke gevallen tegen personen worden gebruikt, wanneer dezen al dan niet gewapend, een gewelddadig verzet plegen.

Het is thans en het blijft de regel dat inzake ieder gebruik van traangas door de politiediensten, hieromtrent aan de korpsoverste een gemotiveerd verslag moet worden voorgelegd.

D. De holster voor het vuistvuurwapen (art. 2 van het besluit) :

Wegens zijn degelijkheid, werd het holster-type, aanbevolen in de reeds vermelde ministeriële circulaire van 1 december 1969, integraal behouden.

E. Afwijkingen (art. 3 van het besluit) :

De in artikel 1, b), gegeven opsomming van de vuurwapens mag niet limitatief zijn. Mits een door de Minister van Binnenlandse Zaken afgegeven machtiging, moeten de gemeenteverhoden eventueel een afwijking kunnen bekomen met het oog op de uitrusting van hun politiediensten met specifieke wapens voor de bestrijding van de zware criminaliteit, waaronder: gijzeling, terrorisme, gewapend verschanst verzet. De aanvraag om afwijking moet omstandig gemotiveerd zijn.

F. Armes à feu, destinées aux exercices de tir (art. 4 de l'arrêté):

En ce qui concerne les exercices de tir et l'entraînement au maniement d'armes à feu, il s'avère indispensable, au point de vue budgétaire, de permettre aux autorités communales d'équiper leurs services de police d'armes à feu autres que celles prévues à l'article 1er de l'arrêté. Il est de bonne politique, en effet, de réduire au strict minimum le coût des munitions requises pour les exercices de tir. En effet, les prix d'achat des diverses munitions varient de 1 à 8 F la pièce, selon le type des armes utilisées. La même remarque vaut pour les stands de tir créés dans les centres de formation de la police.

Pour éviter des abus lors de l'acquisition d'armes à feu destinées aux exercices de tir, il est précisé qu'il doit s'agir d'armes à feu moins puissantes que celles mentionnées à l'article 1er, b).

G. Mesure transitoire:

Il est logique de permettre aux autorités communales, également pour des raisons d'ordre budgétaire, de disposer d'une période transitoire assez longue que pour pouvoir adapter les armements actuels de leurs services de police à la réglementation prévue par l'arrêté. Cette période d'adaptation prendra fin au 1er janvier 1987 au plus tard.

* * *

L'arrêté a été soumis à l'avis préalable des organisations les plus représentatives du personnel provincial et communal, ainsi qu'à la section de législation du Conseil d'Etat (art. 3, premier alinéa, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980). L'avis du Conseil d'Etat est joint au présent rapport.

Pour conclure, j'envisage en la matière, après l'entrée en vigueur de l'arrêté ci-joint, de donner par circulaire ministérielle aux autorités concernées des directives complémentaires, relatives aux différentes modalités d'exécution de l'arrêté, notamment au sujet des munitions à utiliser et l'entraînement de tir pour les membres de la police communale et rurale.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
Ph. BUSQUIN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 2 juin 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « réglant les normes de l'armement de la police communale et de la police rurale », a donné le 22 juin 1981 d'avis suivant:

Le projet suit très largement l'avis que le Conseil d'Etat a donné sur le projet précédent, le 2 juin 1980 (L. 13.605/2).

Il n'appelle, dès lors, plus que les quelques observations suivantes:

Article 1er

Suivant le a), les matraques en caoutchouc des deux catégories prévues sont utilisées les unes et les autres pour les missions générales de caractère individuel et collectif. Il est donc suggéré de présenter le texte comme suit:

« a) armes de frappe pour les missions générales de caractère individuel et collectif:

1° matraques ... de 30 à 45 cm maximum;

2° matraques ... de 100 cm maximum ».

Au b), 1°, la double conjonction « et/ou », qui n'est pas correcte, doit être remplacée par « ou ».

Au c), 2°, l'expression « missions spéciales de caractère collectif » dont le Conseil d'Etat avait critiqué l'imprécision relative a été maintenue.

F. Vuurwapens, bestemd voor de schietoefeningen (art. 4 van het besluit):

Voor wat betreft de schietoefeningen en de opleiding in het hanteren van vuurwapens is het, uit budgettair oogpunt, als een noodzaak te beschouwen dat aan de gemeenteverboden de toelating wordt verleend om hun politiediensten uit te rusten met andere vuurwapens dan deze vermeld in artikel 11 van het besluit. Het is immers logisch dat voor de schietoefeningen de kostprijzen inzake de daartoe nodige munitie zo laag mogelijk worden gehouden. De aankooprijzen van de diverse munitie variëren immers tussen 1 à 8 F per stuk, naar gelang van het type van de gebruikte wapens. Een zelfde bemerking geldt voor wat betreft de bij de opleidingscentra voor de politie ingerichte schietstanden.

Om misbruiken te voorkomen bij het aanschaffen van vuurwapens bestemd voor de schietoefeningen, wordt erop gewezen dat het moet gaan om minder krachtige vuurwapens dan die vermeld in artikel 1, b).

G. Overgangsmaatregel:

Het is logisch dat de gemeenteverboden, eveneens om budgettaire redenen, over een voldoende lange overgangperiode kunnen beschikken, om de huidige bewapening van hun politiediensten aan te passen aan de bij dit besluit bepaalde reglementering. Deze aanpassingsperiode zal uiterlijk op 1 januari 1987 verstrijken.

* * *

Dit besluit werd voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel, evenals aan de afdeling wetgeving van de Raad van State (art. 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen). Het advies van de Raad van State is bij dit verslag gevoegd.

Tenslotte heb ik het inzicht om terzake, na het van kracht worden van dit besluit, door middel van een ministeriële circulaire aanvullende richtlijnen te verstrekken aan de betrokken overheden in verband met de diverse modaliteiten op het vlak van de uitvoering van dit besluit, o.m. in verband met de te gebruiken munitie en met de schietopleiding van de leden van de gemeente- en van de veldpolitie.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Ph. BUSQUIN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e juni 1981 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de bewapeningsnormen van de gemeentepolitie en de veldpolitie », heeft de 22e juni 1981 het volgende advies gegeven:

Het ontwerp volgt in zeer ruime mate het advies op dat de Raad van State de 2e juni 1980 over het vorige ontwerp heeft gegeven (L. 13.605/2).

Er is dus alleen nog het volgende op te merken:

Artikel 1

Blijkens het bepaalde onder a) worden voor algemene opdrachten van individuele en collectieve aard gummistokken én van de ene én van de andere categorie gebruikt. Voorgesteld wordt dan ook, de tekst als volgt in te kleden:

« a) slagwapens voor algemene opdrachten van individuele en collectieve aard:

1° gummistokken met een lengte van 30 tot maximum 45 cm;

2° gummistokken met een lengte van maximum 100 cm ».

Onder b), 1°, wordt ten onrechte gewerkt met de voegwoordcombinatie « en/of ». Men vervange die door « of ».

Onder c), 2°, is de destijds door de Raad van State nogal vaag bevonden uitdrukking « bijzondere opdrachten van collectieve aard » behouden.

Selon le fonctionnaire délégué, il a été impossible de la préciser davantage dans le texte.

Il y aura donc lieu de se reporter au rapport au Roi pour en déterminer la portée.

La Chambre était composée de :

M.M. :

P. Tapie, président de chambre;
H. Rousseau; Ch. Huberlant, conseillers d'Etat;
P. De Visscher; L. Matray, assesseurs de la section législative;
Mme J. Truyens, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par Mme M.L. Thomas, auditeur.

Le greffier, Le président,
J. Truyens. P. Tapie

30 JUILLET 1981

Arrêté royal réglant les normes de l'armement de la police communale et de la police rurale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi communale, notamment l'article 129ter, y inséré par la loi du 29 juin 1976;

Vu l'article 58 du Code rural modifié par la loi du 29 juin 1976;

Vu l'avis des organisations les plus représentatives du personnel provincial et communal;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les agents assermentés de la police communale et de la police rurale peuvent disposer, selon les missions qui leur sont confiées, des armes de service spécifiées ci-après :

a) armes de frappe pour les missions générales de caractère individuel et collectif :

1° matraques en caoutchouc d'une longueur de 30 à 45 cm maximum;

2° matraques en caoutchouc d'une longueur de 100 cm maximum.

b) armes à feu :

1° pour les missions générales de caractère individuel :

— revolvers et/ou pistolets, calibres .38 ou 9 × 19 mm;

2° pour les missions générales de caractère collectif :

— pistolets-mitrailleurs, calibre 9 × 19 mm, à condition d'être adaptés de manière à ne pouvoir tirer par rafales (coup par coup);

3° pour les missions exceptionnelles :

— carabines, calibre 12 (à pompe);

c) gaz lacrymogène ne causant aucun dommage corporel ou matériel permanent :

1° pour les missions générales de caractère individuel :

— aérosol à gaz lacrymogène;

2° pour les missions spéciales de caractère collectif :

— grenades manuelles ininflammables;

— grenades à décharge ininflammables.

Les armes mentionnées aux points a) 2°, b) 2° en 3° ainsi qu'au point c) ne peuvent être utilisées que par les corps de police que le Ministre de l'Intérieur désigne, sur base d'une demande dûment motivée, introduite par les autorités communales compétentes.

Les membres de la police rurale utiliseront exclusivement les armes reprises aux points a) 1° et b) 1°. Toutefois, le Conseil provincial peut décider que certains membres de la police rurale disposeront des armes à feu visées au point b) 3°.

Het is volgens de gemachtigde ambtenaar niet mogelijk geweest ze in de tekst scherper af te lijnen.

Om de rijkswijde ervan te bepalen zal dus moeten worden voortgegaan op het verslag aan de Koning.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;

H. Rousseau; Ch. Huberlant, staatsraden;

P. De Visscher; L. Matray, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Truyens, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.L. Thomas, auditeur.

De griffier, De voorzitter,
J. Truyens. P. Tapie.

30 JULI 1981

Koninklijk besluit tot regeling van de bewapeningsnormen van de gemeentepolitie en de veldpolitie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op artikel 129ter, er ingevoegd bij de wet van 29 juni 1976;

Gelet op artikel 58 van het Veldwetboek, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1976;

Gelet op het advies van de meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De beëdigde beambten van de gemeentepolitie en de veldpolitie, kunnen, naargelang de opdrachten die hen zijn toevertrouwd, over de volgende specifieke dienstwapens beschikken :

a) slagwapens voor de algemene opdrachten van individuele en kollektieve aard :

1° gummistokken met een lengte van 30 tot maximaal 45 cm;

2° gummistokken met een lengte van maximaal 100 cm.

b) vuurwapens :

1° voor de algemene opdrachten van individuele aard :

— revolvers en/of pistolen, kaliber .38 of 9 × 19 mm;

2° voor de algemene opdrachten van kollektieve aard :

— machinepistolen, kaliber 9 × 19 mm, op voorwaarde dat zij ontdaan zijn van het automatisch buivuur (schot per schot);

3° voor de uitzonderlijke opdrachten :

— karabijnen, kaliber 12 (pompektie);

c) traangas dat geen blijvende lichamelijke of materiële schade toebrengt :

1° voor algemene opdrachten van individuele aard :

— spuitbus met traangas;

2° voor bijzondere opdrachten van kollektieve aard :

— onontvlambare werpgranaten;

— onontvlambare afvuurgranaten.

De in punten a) 2°, b) 2° en 3° en c) vermelde wapens gelden slechts ten behoeve van de politiekorpsen die de Minister van Binnenlandse Zaken hiertoe aanduidt, op basis van een door de bevoegde gemeenteoverheden ingediende omstandig gemotiveerde aanvraag.

De leden van de veldpolitie dienen uitsluitend de in de punten a) 1° en b) 1° vermelde wapens te gebruiken. Nochtans kan de provincieraad beslissen dat sommige leden van de veldpolitie kunnen beschikken over de in punt b) 3° voorziene vuurwapens.

Art. 2. Pour le port de l'armement individuel prévu à l'article 1er, b, 1°, il sera fait usage d'une gaine ouverte munie d'une courroie passant sur la crosse et empêchant que l'arme ne puisse être saisie par un tiers. La fermeture de la courroie est assurée par un bouton pression situé du côté du corps du policier. Les cartouches de réserve doivent être portées dans un étui fixé à la ceinture.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, b, les corps de police peuvent, moyennant autorisation spéciale accordée par le Ministre de l'Intérieur, disposer d'un armement spécifique, en vue de missions tout à fait particulières, notamment en cas de prises d'otages, d'actes de terrorisme et de résistance armée et retranchées.

La demande sera introduite par les autorités communales compétentes et dûment motivée.

Art. 4. Outre les armes à feu mentionnés à l'article 1er, b, il est permis aux autorités communales d'équiper leurs services de police d'armes à feu moins puissantes, nécessaires à l'entraînement et aux exercices de tir du personnel de police.

Art. 5. L'armement actuel de la police communale et de la police rurale sera adapté à la réglementation prescrite par le présent arrêté pour le 1er janvier 1987 au plus tard.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
Ph. BUSQUIN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Bâtiments de l'Etat Expropriations. — Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 12 août 1981 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962 instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser sur le territoire de la ville de Bruxelles, en vue de la construction, par l'Administration des Bâtiments, du bâtiment pour le Conseil des Ministres des Communautés européennes (plan n° BG30/201).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

Chambre de recours pour les institutions universitaires de l'Etat à Liège, Mons et Gembloux. — Nominations

Par arrêté ministériel du 21 avril 1981 sont nommés en qualité de membre de la Chambre de recours pour les institutions universitaires de l'Etat à Liège, à Mons et à Gembloux :

1. en qualité d'assesseur désigné par le Ministre :

a) effectif :

— M. Billet, Maurice, directeur d'administration à Liège, remplaçant M. Bovy, André, conseiller adjoint à Liège.

M. Rosen, André, premier conseiller à Liège, remplaçant M. Vecqueray, Albert, secrétaire d'administration à Liège.

— M. Schoeling, Fernand, premier correspondant en chef à Mons, remplaçant M. Michel, Julien, conseiller à Mons.

Art. 2. Voor het dragen van de in artikel 1, b, 1°, vermelde individuele bewapening, moet een open holster worden gebruikt met een riem die over de kolf loopt en die verhindert dat het wapen door derden kan weggenomen worden. De riem wordt gesloten met een drukknop, geplaatst aan de holsterzijde welke tegen het lichaam van de drager rust. De reservepatronen moeten gedragen worden in een tas, die aan de gordel is vastgehecht.

Art. 3. In afwijking op de bepalingen van artikel 1, b, kunnen de politiekorpsen beschikken, mits een bijzondere door de Minister van Binnenlandse Zaken afgegeven machtiging, over een specifieke bewapening voor zeer bijzondere opdrachten, waartoe behoren gijzeling, daden van terrorisme en gewapend verschanst verzet.

De aanvraag hiertoe moet ingediend worden door de bevoegde gemeenteverhuden en dient omstandig te worden gemotiveerd.

Art. 4. Het is de gemeenteverhuden toegelaten om, buiten de in artikel 1, b, vermelde vuurwapens, hun politiediensten uit te rusten met minder krachtige vuurwapens voor de opleiding en de schietoefeningen van het politiepersoneel.

Art. 5. De huidige bewapening van de gemeentepolitie en de veldpolitie zal uiterlijk op 1 januari 1987 aan de bij dit besluit voorgeschreven reglementering zijn aangepast.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Ph. BUSQUIN

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Rijksgebouwen Onteigeningen. — Spoedprocedure

Bij koninklijk besluit van 12 augustus 1981 is voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, dienen te worden toegepast voor de onteigeningen op het grondgebied van de stad Brussel, voor de oprichting van het gebouw voor de Ministerraad der Europese Gemeenschappen, door het Bestuur der Gebouwen (plan nr. BG30/201).

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

Raad van beroep voor de Rijksuniversitaire instellingen te Luik, Bergen en Gembloux. — Benoemingen

Bij ministerieel besluit van 21 april 1981 worden tot lid van de Raad van beroep voor de Rijksuniversitaire instellingen te Luik, Bergen en Gembloux benoemd :

1. als bijzitter aangesteld door de Minister :

a) werkend lid :

— De heer Billet, Maurice, bestuursdirecteur te Luik, ter vervanging van de heer Bovy, André, adjunct-adviseur te Luik.

— De heer Rosen, André, eerste adviseur te Luik, ter vervanging van de heer Vecqueray, Albert, bestuurssecretaris te Luik.

— De heer Schoeling, Fernand, eerste hoofdcorrespondent te Bergen, ter vervanging van de heer Michel, Julien, adviseur te Bergen.